

COMMISSION NATIONALE DE DÉONTOLOGIE DE LA SÉCURITÉ

Saisine n°2010-157

AVIS ET RECOMMANDATIONS

de la **Commission nationale de déontologie de la sécurité**

à la suite de sa saisine, le 22 novembre 2010,
par M. Jean-Pierre SUEUR, sénateur du Loiret

La Commission nationale de déontologie de la sécurité a été saisie, le 22 novembre 2010 par M. Jean-Pierre SUEUR, sénateur du Loiret, des conditions de l'interpellation sur la voie publique de M. A.R. par un gardien de la paix de la brigade motorisée du commissariat de sécurité publique d'Orléans, le 22 septembre 2010.

La Commission a pris connaissance des pièces de la procédure, au terme de laquelle le réclamant a accepté une composition pénale consistant dans le paiement d'une amende de 100 euros.

La Commission a auditionné le réclamant, M. A.R., secrétaire général de l'Union départementale CGT du Loiret, ainsi que le gardien de la paix motocycliste J.P. affecté à la formation motocycliste urbaine départementale du Loiret (commissariat de sécurité publique d'Orléans).

> LES FAITS

Le 22 septembre 2010, de patrouille motocycliste sur la commune d'Orléans, le gardien de la paix J.P., assisté de deux autres collègues, constate que le conducteur d'un véhicule circule à proximité de la Bourse du travail sans le port de la ceinture de sécurité, infraction prévue et réprimée par l'article R. 412-1 du code de la route. Très rapidement, le gardien de la paix J.P. se porte à la hauteur du véhicule, fait signe au conducteur (en l'occurrence M. A.R.) de le suivre afin de procéder à sa verbalisation ainsi qu'à un contrôle du véhicule.

Alors que le gardien de la paix J. P. s'apprête à proposer au contrevenant de renseigner les cases du timbre-amende et d'en signer la souche, le conducteur vient en sa direction, saisit le timbre-amende, le déchire et le jette au sol avant de retourner vers son véhicule. Le gardien de la paix J.P. se porte alors à la hauteur du véhicule, signifie à M. A.R. qu'il vient de commettre un délit, procède à son interpellation en le menottant afin qu'il ne puisse prendre la fuite. En réaction, M. A.R. aurait alors déclaré : « C'est de la répression syndicale, cela ne se passera pas comme ça, cette histoire ira très loin ».

Quelques instants plus tard, un équipage de renfort, dépêché par la station directrice, procédera au transport de la personne interpellée vers le commissariat d'Orléans en vue de son placement en garde à vue.

> AVIS

Dans sa réclamation transmise au sénateur auteur de la saisine comme lors de son audition, M. A.R. conteste tout d'abord l'infraction au code de la route (absence de port de la ceinture de sécurité) dont il se serait rendu coupable. Sur ce point, la Commission rappelle qu'elle n'est pas compétente pour apprécier l'existence de cette contravention dont la réalité peut être contestée par d'autres voies de droit.

M. A.R. se plaint ensuite des conditions de son interpellation sur la voie publique. Plus précisément, les griefs du réclamant se rapportent au menottage – jugé disproportionné et excessif –, ainsi qu'à son placement subséquent en garde à vue dont la nécessité au regard des besoins de l'enquête ne serait pas avérée.

S'agissant du menottage, la Commission rappelle que son usage, loin d'être systématique et banalisé, doit être limité aux seules circonstances dans lesquelles un individu est considéré comme dangereux pour autrui ou pour lui-même, ou susceptible de prendre la fuite, conformément aux dispositions de l'article 803 du code de procédure pénale.

Eu égard au caractère dégradant et humiliant d'un menottage pratiqué sur la voie publique, compte tenu de l'exposition publique qui en découle, la réalité des risques doit être établie, selon la volonté du législateur. Quand bien même M. A.R. serait-il effectivement retourné vers son véhicule après avoir déchiré le timbre-amende, cette seule circonstance ne permet pas à elle seule de considérer qu'il existait un risque tangible de fuite.

S'agissant de la garde à vue subséquente dans les locaux du commissariat d'Orléans, la Commission considère en revanche que sa mise en œuvre n'est pas contraire à l'article 63 du code de procédure pénale, dès lors que M. A.R. était entendu sous la contrainte.

> RECOMMANDATIONS

La Commission recommande que l'article 803 du code de procédure pénale soit rappelé aux fonctionnaires de police interpellateurs.

> TRANSMISSIONS

Conformément à l'article 7 de la loi du 6 juin 2000, la Commission adresse cet avis pour réponse au ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration.

Adopté le 20 avril 2011.

Pour la Commission nationale de déontologie de la sécurité,

Le Président,

Roger BEAUVOIS